



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cédex



Odyce Nexia SAS
Membre de Nexia
7, rue de Madrid 17, Bd A. Cieussa
75008 Paris 13007 Marseille

FONDATION PLURIEL

Fondation
9 Chemin de Palente
25000, Besançon

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Odyce Nexia SAS - Membre de Nexia

SAS au capital de 150 000 euros

RCS Marseille 343 276 580

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale d'Aix-en-Provence-Bastia

KPMG SA - Membre de KPMG

SA au capital de 5 497 100 euros

RCS Nanterre 775 726 417

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.

Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee)

FONDATION PLURIEL

Fondation
9 Chemin de Palente
25000, Besançon

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'administration de la Fondation Pluriel

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Pluriel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

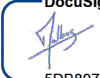
Paris et Marseille, le 7 juin 2024

ODYCE NEXIA SAS
Membre de NEXIA

DocuSigned by:

C5595D17EF734FC...


Guy CASTINEL

DocuSigned by:

5DB807C91955454...

Valentin MALBOS

Lyon, le 7 juin 2024

KPMG SA

DocuSigned by:

DD1ADF8C368F42B...

Jean-Marie BESSON



CONJUGUONS

NOS SINGULIERS

COMPTES ANNUELS 2023



SOMMAIRE

I.	BILAN	3
II.	COMPTE DE RESULTAT	5
III.	ANNEXE	7
1.	EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	8
2.	EVENEMENTS POST CLOTURE	9
	Néant.	9
3.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	9
3.1	Référentiel	9
3.2	Méthode d'évaluation	10
4.	NOTES EXPLICATIVES SUR LE BILAN	13
4.1	Immobilisations.....	13
4.2	Créances.....	15
4.3	Fonds propres et autres – Provisions – Fonds dédiés	16
4.4	Dettes.....	20
4.5	Emprunts.....	21
5.	NOTES EXPLICATIVES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	22
5.1	Résultats 2023 par financeur et par pôle	23
5.2	Résultats 2023 par financeur	23
5.3	Résultat exceptionnel	24
5.4	Impôts sur les sociétés.....	24
6.	AUTRES INFORMATIONS.....	25
6.1	Engagements hors bilan.....	25
6.2	Crédit-bail.....	27
6.3	Suivi de l'affectation des résultats N-1	27
6.4	Effectifs au 31/12/2023	27
6.5	Honoraires commissaires aux comptes	27
6.6	Contributions volontaires en nature	27
6.7	Rémunération des trois plus hauts dirigeants bénévoles	28



I. BILAN

ACTIF	Brut 2023	Amortis- sement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles	2 525 539	1 900 248	625 291	687 381
Frais d'établissement	60 543	58 948	1 596	3 468
Frais de recherches et de développement	89 680	89 075	605	1 265
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 232 047	1 736 765	495 282	641 957
Fonds commercial	35 000	15 460	19 540	23 429
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours	108 268		108 268	17 262
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	217 116 723	127 823 747	89 292 976	81 916 954
Terrains	7 100 561	1 000 808	6 099 753	6 127 839
Constructions	153 899 601	86 380 257	67 519 344	58 543 994
Installations techniques, matériel et outillage industriel	39 495 542	30 003 362	9 492 180	5 758 786
Autres	12 722 748	10 439 320	2 283 428	1 782 910
Immobilisations corporelles en cours	3 898 270		3 898 270	9 703 425
Avances et acomptes				
Bien reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0
Immobilisations financières	14 787 105	9 172	14 777 933	19 077 334
Participations	164 833		164 833	6 413
Créances rattachées à des participations	550 000		550 000	550 000
Autres titres immobilisés	11 848 928		11 848 928	16 775 243
Prêts	2 013 409		2 013 409	1 553 735
Autres	209 935	9 172	200 763	191 943
TOTAL I	234 429 367	129 733 167	104 696 200	101 681 669
Actif circulant				
Stocks et en cours	689 395	1 585	687 810	775 395
Matières premières et autres approvisionnements	640 812	1 585	639 227	731 533
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis	13 962		13 962	20 583
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	34 621		34 621	23 279
Créances	12 500 012	390 178	12 109 834	12 749 643
Créances clients et comptes rattachés	7 980 730	390 178	7 590 552	6 923 339
Créances reçus par legs ou donations			0	0
Autres	4 519 282		4 519 282	5 826 305
Liquidités	21 374 380	0	21 374 380	24 117 328
Valeurs mobilières de placement	1 611 120		1 611 120	1 105 039
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	19 763 260		19 763 260	23 012 289
Charges constatées d'avance	3 810 766		3 810 766	869 610
TOTAL II	38 374 553	391 763	37 982 790	38 511 976
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	272 803 920	130 124 929	142 678 990	140 193 645



PASSIF	2023	2022
Fonds propres	54 466 845	55 637 415
Fonds associatifs sans droit de reprise	2 057 988	1 500 000
Apports sans droit de reprise	557 988	
Fonds propres statutaires	1 500 000	1 500 000
Fonds associatifs avec droit de reprise	135 096	135 096
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	135 096	135 096
Réserves	51 158 861	49 394 218
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>6 069 072</i>	<i>5 783 977</i>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	11 197 316	13 575 020
Autres	39 961 545	35 819 198
Report à nouveau	2 256 150	9 385 623
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>4 840 884</i>	<i>7 211 554</i>
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-1 141 250	-4 777 522
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>793 778</i>	<i>-1 498 265</i>
Autres fonds propres	7 845 907	7 163 141
Subventions d'investissement	6 197 272	5 924 026
Provisions réglementées	1 648 635	1 239 115
TOTAL I	62 312 752	62 800 556
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	10 163 248	10 630 413
TOTAL II	10 163 248	10 630 413
Provisions		
Provisions pour risques	464 228	333 928
Provisions pour charges	455 020	411 850
TOTAL III	919 248	745 778
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	43 354 018	40 964 521
Emprunts et dettes financières divers	102 974	128 795
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	12 047	12 161
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 877 876	4 917 907
Dettes des legs ou donations		0
Dettes fiscales et sociales	14 598 008	14 861 746
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 567 899	1 926 000
Autres dettes	2 850 947	2 677 869
Instruments de trésorerie	560 027	
Produits constatés d'avance	1 359 944	527 899
TOTAL IV	69 283 741	66 016 899
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	142 678 990	140 193 645
Engagements donnés		
1. Dont à plus d'un an	39 961 177	38 167 117
Dont à moins d'un an	28 762 537	27 849 782
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
3. Dont emprunts participatifs		



II. COMPTE DE RESULTAT

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022	Ecart en %
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	3 430	3 830	-10,44%
Vente de biens et services	38 867 887	36 870 512	5,42%
70 Ventes de biens	25 288 957	23 287 211	8,60%
<i>Dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>17 934 574</i>	<i>15 606 593</i>	<i>14,92%</i>
70 Ventes de prestations	13 585 551	13 604 344	-0,14%
<i>Dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	<i>8 091 222</i>	<i>9 719 731</i>	<i>-16,75%</i>
707 Ventes de marchandises			
70 Production vendue (sauf 707)			
713 Production stockée	-6 620	-21 043	
72 Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs	106 888 368	97 009 565	10,18%
73 Produits de la tarification	88 927 676	80 165 000	10,93%
74 Subventions d'exploitation et participations	394 353	433 469	-9,02%
754 Aides aux postes	16 826 994	15 935 700	5,59%
754 Ressources liées à la générosité du public	76 266	19 684	287,45%
<i>Dons manuels</i>	<i>19 807</i>	<i>19 654</i>	<i>0,78%</i>
<i>Mécénat</i>	<i>1 940</i>	<i>0</i>	<i>N/A</i>
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	<i>54 519</i>	<i>30</i>	<i>182605,80%</i>
755 Contributions financières reçues	663 078	455 714	45,50%
781 Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	139 739	587 453	-76,21%
789 Utilisations des fonds dédiés	1 352 162	963 568	40,33%
791 Transferts de charges d'exploitation	1 006 318	1 151 441	-12,60%
75 Autres produits de gestion courante	2 086	2 623	-20,47%
TOTAL I	148 259 989	136 588 994	8,54%
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats et services extérieurs	44 885 314	39 225 466	14,43%
607 Achats de marchandises	464 194	409 118	13,46%
6037 Variation de stock			
601-608-6091 Achats stockés de matières premières ou fournitures	8 670 313	7 423 156	16,80%
6031 Variation de stock	78 083,24	-79 174	-198,62%
602 (6092) Achats stockés ; autres approvisionnements	712 990	638 198	11,72%
6032 Variation de stock	15 648	-41 838	-137,40%
604-605 Achats études et prestations	155	399	-61,31%
606 (6096) Achats non stockés de matières et fournitures	8 071 240	6 904 922	16,89%
61-62 Services extérieurs et autres services extérieurs	26 872 690	23 970 685	12,11%
Aides financières	156 102	265 839	
Impôts, taxes et versements assimilés	5 543 810	5 193 259	6,75%
631-633 Sur rémunérations	4 870 587	4 562 230	6,76%
635-637 Autres	673 223	631 029	6,69%
Salaires et charges sociales	93 684 635	88 789 624	5,51%
641-642-643-648 Rémunérations et autres charges de personnel	69 422 456	65 695 528	5,67%
645-646-647 Charges sociales	24 262 179	23 094 096	5,06%
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements	8 268 627	7 679 115	7,68%
6811-6816 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et dépréciations	7 658 453	6 736 620	13,68%
6817 Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	88 999	167 581	-46,89%
6812-6815 Pour risques et charges : dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	119 820	82 585	45,09%
689 Reports en fonds dédiés	401 356	692 330	-42,03%
Autres charges	70 886	73 754	-3,89%
TOTAL II	152 609 375	141 227 058	8,06%
1-RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-4 349 386	-4 638 064	-6,22%



Libellé		Exercice 2023	Exercice 2022	Ecart en %
PRODUITS FINANCIERS				
761-762-763	De participations et des autres immobilisations financières	359 360	73 063	391,85%
764-765-768	Revenus des VMP, escomptes obtenus et autres produits financiers	632 237	215 764	193,02%
786	Reprises sur provisions	32 694		
796	Transferts de charges financières			
766	Gains de change			
767	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL III		1 024 291	288 827	254,64%
CHARGES FINANCIERES				
686	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		15 694	
661	Intérêts et charges assimilées	891 931	611 327	45,90%
666	Pertes de change			
667	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL IV		891 931	627 021	42,25%
2-RESULTAT FINANCIER (III-IV)		132 361	-338 194	-139,14%
3-RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)		-4 217 025	-4 976 258	-15,26%
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion				
771-778	Exercice courant	468 430	569 497	-17,75%
772	Exercices antérieurs			
775-777	Sur opérations en capital	15 494 852	394 292	3829,79%
Reprises sur provisions et dépréciations				
7872	Reprises sur provisions réglementées immob			
7874	Reprises sur les provisions réglementées	5 692	78 712	-92,77%
7875	Reprises sur les provisions exceptionnelles			
7876	Reprises sur les dépréciations exceptionnelles			
797	Transfert de charges exceptionnelles			
TOTAL V		15 968 973	1 042 502	1431,79%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion				
671-678	Exercice courant	360 280	415 008	-13,19%
672	Exercices antérieurs			
675	Sur opérations en capital	11 941 821	196 716	5970,60%
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
6871	Dotations aux amort exceptionnels des immobilisations	175 885	47 939	266,89%
6874	Dotations aux provisions réglementées	415 211	184 103	125,53%
6875	Dotations aux provisions exceptionnelles			
6876	Dotations aux amortissements et dépréciations exceptionnels			
TOTAL VI		12 893 198	843 766	1428,05%
4-RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		3 075 776	198 736	1447,67%
695	Impôt sur les sociétés (VII)	0	0	N/A
5- TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		165 253 253	137 920 322	19,82%
6-TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)		166 394 503	142 697 844	16,61%
EXCEDENT OU DEFICIT (5 - 6)		-1 141 250	-4 777 522	-76,11%
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>793 778</i>	<i>-1 498 265</i>	<i>-152,98%</i>
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat		159 939	51 205	212,35%
TOTAL		159 939	51 205	212,35%
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole		159 939	51 205	212,35%
TOTAL		159 939	51 205	212,35%



III. ANNEXE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 142 678 990 euros
- Total du compte de résultat (charges) : 166 394 503 euros
- Résultat de l'exercice (déficit) : -1 141 250 euros

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés au 6 mai 2024 par le Bureau.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Fondation.

La Fondation Pluriel a pour but :

- D'apporter aux personnes en situation de handicap, de fragilité sociale, de dépendance, un accompagnement adapté à leurs besoins en vue de favoriser leur épanouissement, leur bien-être et leur accès à l'autonomie.
- De promouvoir et de soutenir l'exercice de leurs droits, notamment : droit à l'éducation et à la formation, droit à l'emploi, droit à l'autodétermination, droit à l'intégration sociale et à la participation citoyenne, droit aux soins, droit à un logement adapté, droit aux loisirs, au sport, à la culture, aux vacances, à une vie affective et sexuelle.
- De favoriser leur accès aux dispositifs de droit commun et de viser leur inclusion dans la société dans la mesure de leurs capacités, et dans le respect de leurs besoins et de leurs attentes.
- De veiller à répondre de manière adaptée aux besoins des personnes les plus fragiles et les moins autonomes.
- De défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de ces personnes, notamment auprès des élus et des pouvoirs publics, et d'apporter une aide aux familles et aux aidants.



1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En 2023, l'association a couvert 3 760,42 places agréées sur le département du Doubs dont :

- 961 places au sein du Pôle Enfance et Adolescence (435 en Accueil de Jour, 496 en Pôle en Milieu Ouvert, 30 en Hébergement) ;
- 1 575 places au sein du Pôle Accompagnement et Habitat (742 en structures d'hébergement et 833 en accompagnement) ;
- 1 238,25 places au sein du Pôle Travail et Insertion Professionnelle (966 en ESAT, 248,25 en EA et 24 en SATP).

Par rapport à 2022, cette activité a :

- augmenté de 51 places pour le pôle Enfance et Adolescence avec 41 places concernant l'IME des Vaîtes et 10 places en UEEA,
- augmenté de 45 places sur le pôle Accompagnement et Habitat avec 30 places concernant les Maisonnées et 15 places JAMAC,
- et a augmenté de 13,83 places en EA sur le pôle Travail et Insertion Professionnelle.

Elle est également détaillée dans le rapport d'activité 2023.

Evolution de la dotation :

La Fondation reconnue d'utilité publique « Pluriel » a été créée par décret de transformation de l'association « Adapei du Doubs » publié au Journal Officiel le 3 mars 2022. Conformément aux statuts, il a été doté 1 500 000 € sur un compte 102300 – Dotations non consommables.

Initialement matérialisée par deux placements sur des fonds euros (500 000 € sur le fonds euros GENERALI Himalya Capitalisation souscrit le 05/01/2011 et 1 000 000 € sur le contrat de capitalisation CNP Assurances souscrit le 27/10/2016), cette somme a été redirigée sur trois placements en comptes à termes sur 10 ans souscrits le 28/02/2023 auprès de la Caisse d'Epargne.

Fusions-absorptions :

L'EAM Les Maisonnées du Doubs a été absorbé le 1^{er} juin 2023 avec effet financier rétroactif au 1^{er} janvier 2023. Agréé pour accueillir 30 personnes avec troubles du spectre autistique, l'établissement est réparti sur deux sites géographiques (Amagney et Frasne). L'EAM propose des solutions d'hébergement et d'accueil de jour, en accueil permanent, temporaire, ou séquentiel afin de répondre aux situations et aux besoins d'accompagnement des personnes et de leur famille.

L'actif net apporté à la Fondation par cet établissement s'élève à -500 620 €.

L'IME du Grand Besançon a été absorbé le 1^{er} juillet 2023 avec effet financier rétroactif au 1^{er} janvier 2023. Situé à Besançon sur le site des Vaîtes, chemin de Brulefoin, il accueille 41 enfants et adolescents porteurs de déficience intellectuelle, de troubles du spectre autistique ou de polyhandicap à qui il est dispensé un accompagnement global qui comporte plusieurs volets : soin, éducatif, pédagogique et accompagnement familial. Les prestations proposées sont organisées autour de parcours personnalisés, souples et visent, chaque fois que possible, l'inclusion et l'autodétermination. L'IME du Grand Besançon a fusionné avec le DAME du Grand Besançon au sein de la Fondation Pluriel.

L'actif net apporté à la Fondation par cet établissement s'élève à 206 655 €.



Subvention en vue de l'acquisition ou du renouvellement d'une solution de DUI (Dossier de l'Usager Informatisé) :

La Fondation a déposé, dans le cadre du Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) numérique 2023, une demande d'une subvention totale de 1 049 000 € au titre du soutien financier en vue de l'acquisition ou du renouvellement d'une solution de DUI conformément aux exigences nationales de l'atteinte des cibles d'utilisation pour le DUI et les services socles. La durée prévisionnelle du projet s'étend du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2025.

Si le principe de la subvention a été acté, les conventions signées n'ayant pas encore été reçues par la Fondation à la date de clôture, cette subvention a donc fait l'objet d'un enregistrement partiel dans les comptes 2023.

En effet, seule la partie relative à la prise en charge des coûts engagés en 2023 (intérim, salaires et charges) a été comptabilisée en produit pour 117 887 €, mais la partie finançant les investissements n'a pas été comptabilisée.

2. EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

3. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1 Référentiel

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements du comité de réglementation comptable, à l'exception des dérogations mentionnées au paragraphe suivant :

« La Fondation a arrêté ses comptes en respectant la réglementation française en vigueur, résultant des prescriptions du règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des normes comptables (ANC) relatif au Plan comptable général (art 833-1 à 833-20), sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC 2018-06 ainsi que les dispositions du règlement ANC 2019-04 spécifique aux entités gestionnaires d'établissements et services sociaux et médicaux-sociaux (ESSMS). »

Une comptabilité distincte pour chaque établissement et service (article R.314-82 CASF) a été tenue et des comptes de liaison ont enregistré toutes les opérations intervenues entre eux.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les postes d'actif et de passif du bilan, les postes de charges et de produits des comptes de résultat sont inscrits sans compensation.

Il est tenu compte des risques et des pertes intervenus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur même s'ils ont été connus entre la date de clôture de l'exercice et celle de l'établissement des comptes.



3.2 Méthode d'évaluation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations), ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

L'ensemble des immobilisations est amorti sur la durée d'utilisation des biens en mode linéaire.

A compter de 2013, le matériel et les outillages des activités du Pôle Travail et Insertion Professionnelle sont amortis également en linéaire, en fonction de leur durée probable de vie et à défaut sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'utilisation
Frais d'établissement	20 à 25 ans
Frais de recherches et de développement	5 ans
Concessions, brevets, licences, logiciel	3 à 5 ans
Terrains	Non amortissable
Droit au bail	9 ans
Agencement et installations	3 à 45 ans
Construction	7 à 51 ans
Matériel	2 à 25 ans
Textile location	3 ans
Outillages	5 ans
Véhicules	3 à 11 ans
Mobilier	3 à 20 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

Bâtiments et immobilisations partagés en interne

Depuis 2019, les immobilisations communes à plusieurs dossiers sont inscrites à l'actif de tous les dossiers concernés, pour leur juste part, et génèrent ainsi des amortissements sur chaque dossier.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provisions.

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les placements financiers sont évalués à leur coût d'achat, les capitaux des placements étant garantis.

Les revenus courus et acquis sont enregistrés en produits financiers au 31/12/2023.

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires. La méthode retenue pour l'évaluation du résultat de cession est la méthode du « Premier entré, Premier sorti ». Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du « Premier entré, Premier sorti ». La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et frais accessoires (hors frais d'acquisition). Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les stocks sont en valeur HT car ils ne concernent que les ESAT.

Evaluation des stocks fabriqués (ateliers) : les encours et les produits finis ont été évalués au prix de revient HT (coût matière + coût de production).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Sont déclassées en créances douteuses les créances impayées supérieures à 1 an pour un provisionnement à hauteur de 50% la première année (sauf en cas d'information précise, auquel cas la provision est ajustée en fonction du risque connu). Au-delà de 2 ans la provision est ajustée à 100%.

Subventions d'investissement

En application des dispositions du plan comptable associatif, les subventions attribuées pour le financement de moyens d'équipement sont amorties selon la même méthode et sur la même durée que les biens correspondants.

Compte Epargne Temps (CET)

L'accord collectif du 1^{er} avril 1999 organisant l'aménagement et la réduction du temps de travail au sein de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif a désigné en janvier 2001 le groupe Malakoff Médéric (Fédérés Epargne Salariale et Fédérés Gestion d'Actifs), en qualité de gestionnaire du Compte Epargne Temps (CET).

A la Fondation Pluriel, les sommes sont versées par la Fondation au titre du CET sur un compte titre CET (Unifed Epargne Temps).

Au 31 Décembre 2023, le nombre de parts FCP est de 831,84 pour une valeur unitaire de 1 448,59 € chacune soit un total de 1 204 992,20 € (informations issues du Crédit Agricole).

En 2023, ces données financières sont intégrées à la comptabilité, de même que le schéma des écritures liées à ces opérations, à savoir :

- la comptabilisation au coût historique du placement financier soit 1 160 423,80 € au 31/12/2023 ;
- la comptabilisation de la dette sociale pour 1 432 886,31 € dont 166 569,31 € de mise en CET 2023 qui seront placés sur les fonds FEDERIS en 2024 ;
- la comptabilisation en résultat exceptionnel des plus ou moins-values de cession de titres de FCP, soit 887,21 € fin 2023.

Congés payés

Le calcul de la provision pour congés payés a été harmonisé en 2014. La méthode retenue est basée sur une provision au réel, tenant compte de l'aide aux postes reçues pour les travailleurs handicapés. Cette méthode de calcul a été reconduite depuis 2014, et l'impact sur les comptes 2023 est dû à la variation du nombre de jours de congés non pris au 31 Décembre 2023 et à la variation des salaires suite à l'augmentation de la valeur du point.



Les nouvelles dispositions européennes font état depuis 2023 de la nécessité de constater une provision pour congés payés y compris au titre des périodes passées de suspension du contrat de travail (arrêts pour accident et maladie professionnels et non professionnels, invalidité etc.).

En l'absence de dispositions d'application techniques claires, la Fondation Pluriel a fait le choix d'enregistrer en provisions pour congés payés, au-delà de la provision calculée selon les règles habituelles, la somme de 38 905,67 €, salaires et charges comprises, correspondant aux congés potentiellement dûs sur les arrêts maladie de la période du 1^{er} juin au 31 décembre 2023.

Il a également été constatée une provision pour litiges de 66 695,46 €, salaires et charges comprises, correspondant aux congés potentiellement dus sur les arrêts maladie de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 mai 2023.

Méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Fondation a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Opérations de réciprocités inter-établissements

Les opérations de réciprocités inter-établissements sont annulées en présentation générale du compte de résultat. Elles représentent 24 481 621,61 €.



4. NOTES EXPLICATIVES SUR LE BILAN

4.1 Immobilisations

Situations et Mouvements	Valeurs Brutes					
	Valeurs à l'ouverture de l'exercice	Fusion	Augmentations	Diminutions	Reclassement (1)	Valeur à la clôture de l'exercice
Frais d'établissements	297 577			252 371		45 206
Autres immobilisations incorporelles	2 561 332	7 223	103 048	299 537		2 372 065
Immobilisations incorporelles en cours	17 262		105 818			108 268
Immobilisations Incorporelles	2 876 170	7 223	208 866	566 720	0	2 525 539
Terrains	7 102 519	248 540	12 632	263 130		7 100 561
Constructions	101 779 924	4 189 620	1 376 144	2 101 634		105 244 055
Agencement Constructions	41 524 240	66 656	9 427 830	2 363 179		48 655 547
Installations techniques, matériels et outillages de production	34 869 052	255 963	5 781 501	1 410 976		39 495 541
Installations générales, aménagements divers	1 240 087	319 956	25 758	140 703		1 445 098
Matériel de transport	2 015 208	113 871	58 637	159 210		2 028 508
Matériel de bureau et informatique	3 486 860	49 021	221 217	364 069		3 393 030
Mobilier	4 831 267	151 898	491 280	79 988		5 394 458
Autres	402 513		65 760	6 618		461 655
Immobilisations en cours	9 703 425		10 386 650	13 423 480	-2 768 325	3 898 270
Immobilisations corporelles	206 955 097	5 395 526	27 847 411	20 312 985	-2 768 325	217 116 723
Participations	6 413	156 740	1 680			164 833
Créances rattachées à des participations	550 000					550 000
Autres titres immobilisés	16 790 937		6 923 792	11 865 801		11 848 928
Prêts	1 553 735		468 801	7 616		2 014 921
Autres immobilisations financières	218 114	8 626	16 194	32 999		209 935
Immobilisations financières	19 119 200	165 365	7 408 956	11 906 416	0	14 788 616
Total Général	228 950 467	5 568 114	35 465 233	32 786 121	-2 768 325	234 430 878

(1) Reclassement des projets machines en charges constatées d'avance.



Amortissements et Provisions	Valeurs Brutes				
	Valeurs à l'ouverture de l'exercice	Fusion	Augmentations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'exercice
Frais d'établissements	295 439		542	252 371	43 610
Autres immobilisations incorporelles	1 893 351	7 223	253 401	297 337	1 856 638
Immobilisations incorporelles en cours					
Immobilisations Incorporelles	2 188 790	7 223	253 944	549 708	1 900 248
Terrains	974 680	10 990	34 081	18 943	1 000 808
Constructions	53 985 448	813 522	3 122 209	1 774 055	56 147 124
Agencement Constructions	30 774 720	38 937	1 533 413	2 113 936	30 233 133
Installations techniques, matériels et outillages de production	29 110 268	172 734	2 111 074	1 390 715	30 003 362
Installations générales, aménagements divers	1 178 837	150 230	32 189	123 904	1 237 353
Matériel de transport	1 649 193	90 987	131 208	159 210	1 712 178
Matériel de bureau et informatique	3 096 978	34 670	237 143	363 192	3 005 599
Mobilier	3 877 165	88 782	205 194	72 180	4 098 962
Autres	390 854		991	6 618	385 228
Immobilisations en cours					
Immobilisations corporelles	125 038 143	1 400 854	7 407 502	6 022 752	127 823 747
Participation					
Titres immobilisés	15 694			15 694	0
Prêts					
Autres immobilisations financières	26 172			17 000	9 172
Immobilisations financières	41 866	41 866	0	32 694	9 172
Total Général	127 268 799	127 268 799	7 661 446	6 605 154	129 733 167

Frais d'établissements

Les frais d'établissement comptabilisés à l'actif représentent 297 576,65 € bruts et sont amortis pour 252 370,71 € au 31/12/2023.

Ils concernent :

- des frais d'honoraires ou d'immatriculation lors de fusions, déménagements, créations d'établissement pour 297 576,65 € amortis entre 3 et 25 ans.

Les frais d'établissement totalement amortis ont été sortis de l'actif au 31/12/2023.



4.2 Créances

Libellé	Montant brut 31/12/2023	à - 1 an	à + 1 an
CREANCES (a)			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations(25-26)	714 833		714 833
Prêts (274)	2 013 409		2 013 409
Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)	11 557 885		11 557 885
Intérêts courus (276..)	291 043		291 043
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	7 980 730	7 980 730	
Autres créances clients (4096,4097, etc)	159 629	159 629	
Personnel et comptes rattachés (421)	12 061	12 061	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43)	99 631	99 631	
Etat et autres collectivités publiques (44)	3 503 163	3 503 163	
Autres	779 419	779 419	
Charges constatées d'avance (486)	3 810 766	3 810 766	
TOTAL CREANCES	30 922 569	16 345 399	14 577 170

(a) non compris avances et acomptes versés sur commandes en cours

Dont produits à recevoir

Libellé	Montant brut 31/12/2023
PRODUITS A RECEVOIR	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations (25-26)	
Prêts (274)	
Autres immobilisations financières (271à 273, etc)	
Intérêts courus (276..)	291 043
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés - Factures à établir	272 146
Avoirs à recevoir	156 045
Personnel et comptes rattachés - Prdt à recevoir	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux - Prdt à recevoir	99 631
Etat et autres collectivités publiques - Prdt à recevoir	1 696 165
Autres - Prdt à recevoir	570 784
Liquidités	
Disponibilités	1 362 273
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	4 448 087



Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Solde au 31/12/2023
Assurance	221 086
Autre	47 853
Emprunts	54 953
Energie	33 475
Locations	201 686
Maintenance	136 601
Maintenance SI Achat	125 001
Matériel informatique	237 140
Projets machines (1)	2 745 871
Téléphonie	7 099
Total	3 810 766

- (1) Les projets machines, initialement comptabilisés en immobilisations en cours, ont été reclassés, à partir de 2023, en charges constatées d'avance.

4.3 Fonds propres et autres – Provisions – Fonds dédiés

FONDS ASSOCIATIFS FONDS PROPRES	A l'ouverture	Fusion	Augmen- -tation	Diminution	Affectation résultat	Au 31/12/2023
Fonds associatifs sans droit de reprise	1 500 000	557 988				2 057 988
Fonds associatifs avec droit de reprise	135 096					135 096
Réserves	49 394 218	294 253			1 470 389	51 158 861
<i>Dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>5 783 977</i>	<i>294 253</i>			<i>-9 158</i>	<i>6 069 072</i>
Report à nouveau	9 385 623	-1 053 502			-6 075 971	2 256 151
<i>Dont report à nouveau des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>7 211 554</i>	<i>-1 053 502</i>			<i>-1 317 168</i>	<i>4 840 884</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 777 522	7 720		1 141 250	4 769 802	-1 141 250
<i>Dont résultats des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 498 265</i>	<i>7 720</i>	<i>793 778</i>		<i>1 490 545</i>	<i>793 778</i>
TOTAL FONDS PROPRES	55 637 415	-193 541	0	1 141 250	164 221	54 466 846

AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	A l'ouverture	Fusion	Augme- -tation	Diminution	Affectation résultat	Au 31/12/2023
Subventions d'investissement	5 924 026	405	578 626	305 785		6 197 272
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	5 924 026	405	578 626	305 785	0	6 197 272



PROVISIONS REGLEMENTEES	A l'ouverture	Augmen- -tation	Diminution	Affectation résultat	Au 31/12/2023
Provisions réglementées	1 239 115	415 211	5 692		1 648 635
14120000 Prov régl't pour renforcement BFR	37 209				37 209
14830000 Prov régl't pour produits financiers	365 243	415 211	5 692		774 763
14861000 Prov régl't-Plus Value NA immob Fin	812 988				812 988
14862000 Prov régl't-Plus Value NA circulant	23 675				23 675
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	1 239 115	415 211	5 692	0	1 648 635

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	A l'ouverture	Fusion	Augmen- -tation	Diminution	Affectation résultat	Au 31/12/2023
Provisions pour risques	333 928	80 000	72 986	22 686	0	464 228
15183000 Autres prov pr risq gestion libre	333 928	80 000	72 986	22 686		464 228
Provisions pour charges	411 850		46 833	3 663	0	455 020
15723000 Prov pr grosses rép.Biens locat	411 850		46 833	3 663		455 020
TOTAL PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	745 778	80 000	119 820	26 349	0	919 248

Les 80 000 € de provisions pour risques issues de la fusion concerne un litige salarial provisionné depuis 2022 sur le dossier des Maisonnées du Doubs.

VENTILATION DES DOTATIONS & REPRISES POUR RISQUES & CHARGES	Dotations	Reprises
Exploitation	119 820	26 349
Financier		
Exceptionnel		
TOTAL	119 820	26 349

Fondation PLURIEL • Comptes annuels 2021 • Page 18 sur 28

		<i>Dont fonds dédiés affectés pour MAS PM</i>	2 635 837	0
		<i>Dont fonds dédiés affectés pour CREAPM</i>	2 334 958	0
		<i>Dont fonds dédiés affectés pour toiture Pelousey</i>	94 100	0
		<i>Dont fonds dédiés affectés pour EANM Morteau</i>	992 852	0
		<i>Dont fonds dédiés affectés pour EANM Pontarlier</i>	137 785	102 913
		<i>Dont fonds dédiés affectés pour IME Morteau</i>	501 101	501 101

Fondation PLURIEL • Comptes annuels 2023 • Page 19 sur 28

4.4 Dettes

Libellé	Montant brut 31/12/2023	A - 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
DETTES (b)				
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	43 354 018	3 473 560	11 898 036	27 982 422
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	102 974	22 255	44 656	36 063
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	4 877 876	4 877 876		
Personnel et comptes rattachés (421)	6 031 736	6 031 736		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43)	6 479 379	6 479 379		
Etat et autres collectivités publiques (44)	2 086 893	2 086 893		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	1 567 899	1 567 899		
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	2 862 995	2 862 995		
Produits constatés d'avance (487)	1 359 944	1 359 944		
TOTAL DETTES	68 723 714	28 762 537	11 942 692	28 018 485

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Dont charges à payer

Libellé	Montant brut 31/12/2023
CHARGES A PAYER	
Emprunts obligataires convertibles (161)	
Autres emprunts obligataires (163)	
Emprunts et dettes auprès des éta de crédits - Int courus	187 809
Emprunts et dettes financières divers - Int courus	44
Dettes fournisseurs et comptes rattachés - Fact non parvenues	1 241 319
Personnel et comptes rattachés - Charges à payer	5 953 820
Sécurité sociale et autres organismes sociaux - Charges à payer	1 846 586
Etat et autres collectivités publiques - Charges à payer	28 496
Dettes sur immob et comptes rattachés - Fact non parvenues	129 334
Autres dettes - Charges à payer	20 945
TOTAL CHARGES A PAYER	9 408 354

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Solde au 31/12/2023
Autre	40 945
Subvention	672 166
Taxe apprentissage	338 463
Vente	308 370
Total	1 359 944

(1) Conformément à la loi, les fonds taxe apprentissage ont vocation à être utilisés sur le compte de l'enfance.

4.5 Emprunts

Financier/Banque	Solde 31/12/2023	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total emprunts restants dûs
ARS	16 847 061	741 175	3 045 777	13 060 111	16 847 061
CA	377 783	23 316	98 743	255 725	377 783
CDC	11 948 264	427 132	1 792 517	9 728 615	11 948 264
CE	4 456 272	270 996	1 109 505	3 075 771	4 456 272
CC	64 742	19 731	45 012	0	64 742
Conseil Départemental	4 951 457	268 410	957 170	3 725 879	4 951 457
CA	1 038 211	74 257	306 550	657 404	1 038 211
CDC	3 356 581	111 302	449 909	2 795 369	3 356 581
CE	273 348	19 365	79 153	174 830	273 347
CF	229 310	26 207	104 828	98 276	229 310
CM	30 021	30 022	0	0	30 022
CRL	23 986	7 257	16 730	0	23 986
Activité commerciale	12 223 537	1 729 217	6 238 355	4 255 967	12 223 537
CA	1 459 596	246 772	990 336	222 489	1 459 596
CDC	4 730 601	204 312	878 267	3 648 022	4 730 601
CE	4 166 849	791 112	3 172 365	203 372	4 166 849
CM	1 259 266	251 880	1 007 387	0	1 259 266
COOP	607 225	235 141	190 000	182 084	607 225
Autre	9 211 033	569 176	1 701 393	6 940 466	9 211 033
CA	718 775	76 618	201 708	440 450	718 775
CDC	2 084 143	77 867	331 609	1 674 667	2 084 143
CE	4 035 237	192 236	610 200	3 232 801	4 035 237
CF	549 086	11 285	52 531	485 270	549 086
CM	1 740 015	155 319	477 419	1 107 278	1 740 015
COOP	40 897	40 897	0	0	40 897
LOGISSIM	34 650	6 724	27 926	0	34 650
GIC	8 230	8 230	0	0	8 230
Divers	223 860	187 796	0	36 064	223 860
Intérêts courus 2023	187 796	187 796			187 796
CC Débiteur					0
Cautionnement	36 064			36 064	36 064
Total Général	43 456 948	3 495 774	11 942 695	28 018 487	43 456 948

5. NOTES EXPLICATIVES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Soldes intermédiaires de gestion	2023	2022	% Revenus
Chiffres d'affaires	38 867 887	36 870 512	26,7%
Produits de tarification	88 927 676	80 165 000	61,1%
Aides aux postes	16 826 994	15 935 700	11,6%
Autres produits	5 516	6 453	0,0%
Transferts de charges	1 006 318	1 151 441	0,7%
Revenus d'exploitation	145 634 391	134 129 106	100,0%
Achats et services extérieurs	-44 885 314	-39 225 466	-30,8%
Salaires et charges sociales et fiscales	-98 555 222	-93 351 854	-67,7%
Impôts et taxes	-673 223	-631 029	-0,5%
Excédent brut d'exploitation	1 520 632	920 757	1,0%
Subventions, contributions et dons	1 133 697	908 866	0,8%
Reprises sur Prov. Et charges	139 738	587 453	0,1%
Dotations aux amortissements	-7 658 453	-6 736 620	-5,3%
Dotations pour risques et charges, dépréciation	-208 818	-250 165	-0,1%
Utilisations des fonds dédiés	1 352 162	963 568	0,9%
Reports en fonds dédiés	-401 356	-692 330	-0,3%
Autres charges	-226 988	-339 593	-0,2%
Résultat d'exploitation	-4 349 386	-4 638 064	-3,0%
Produits financiers	1 024 292	288 827	0,7%
Charges financières	-891 931	-627 021	-0,6%
Résultat financier	132 361	-338 194	0,1%
Produits exceptionnels	15 968 973	1 042 502	11,0%
Charges exceptionnelles	-12 893 198	-843 766	-8,9%
Résultat exceptionnel	3 075 776	198 736	2,1%
Impôts s/sociétés	0	0	0,0%
Résultat de l'exercice	-1 141 250	-4 777 522	-0,8%

Dont transferts de charges

Libellé	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
791 Transferts de charges d'exploitation	1 006 318	1 151 441
79110000 Transfert chg exploit-assur. véhicules	224 845	368 639
79111000 Transfert chg exploit-assur. bâtiments	172 306	52 112
79121000 Transfert chg exploit-formation G1	43 843	66 218
79122100 Transf chg exploit-Interven form G2	473 588	514 196
79122200 Transf chg expl-Salaire format G2	80 480	147 963
79130000 Transfert chg exploit-ch locatives	0	52 231
79180000 Transfert chg exploitat-élt salaire	6 249	116
79180004 Transfert chg exploitat-TVA 20	295	347
79188000 Transfert de charges-autres	4 712	1 731

5.1 Résultats 2023 par financeur et par pôle

K€	2023	2022	Var.	%
Gestion sous contrôle	894	-1 170	-2 064	-230,9%
CPOM - ARS	-34	-1 091	1 082	-99,2%
<i>Dont pôle E/A</i>	9	114	-105	-92,1%
<i>Dont pôle A/H</i>	-430	-523	118	-22,6%
<i>Dont pôle TIP</i>	-727	-702	-25	3,6%
<i>Dont pôle Autre</i>	1 114	20	1 094	5470,0%
CPOM - CD25	828	-407	1 210	-297,3%
<i>Dont pôle A/H</i>	349	-390	715	-183,3%
<i>Dont pôle TIP</i>	30	-17	47	-276,5%
<i>Dont pôle Autre</i>	449	0	448	N/A
CPOM - Siège	100	328	-228	-69,5%
Gestion autonome	-2 035	-3 608	1 573	-43,6%
ESAT commerciaux	-1 155	-1 383	228	-16,5%
EA	-1 573	-1 521	-52	3,4%
Autres	693	-704	1 397	-198,4%
Résultat comptable	-1 141	-4 778	3 637	-76,1%

5.2 Résultats 2023 par financeur

Par Financement (en K€)	Résultat comptable 2023
ARS	-34 072
Conseil Départemental	827 850
Commercial	-2 655 445
Autre	720 417
Résultat comptable annuel	-1 141 250

5.3 Résultat exceptionnel

Libellé	Exercice 2023	Libellé	Exercice 2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS		CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Sur opérations de gestion		Sur opérations de gestion	
771-778 Exercice courant	468 430	671-678 Exercice courant	360 280
772 Exercices antérieurs		672 Exercices antérieurs	
775-777 Sur opérations en capital	15 494 852	675 Sur opérations en capital	11 941 821
Reprises sur provisions et dépréciations		Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	
7872 Reprises sur provisions réglementées immob		6871 Dotations aux amort exceptionnels des immobilisations	175 885
7874 Reprises sur les provisions réglementées	5 692	6874 Dotations aux provisions réglementées	415 211
7875 Reprises sur les provisions exceptionnelles		6875 Dotations aux provisions exceptionnelles	
7876 Reprises sur les dépréciations exceptionnelles		6876 Dotations aux amortissements et dépréciations exceptionnels	
797 Transfert de charges exceptionnelles			
TOTAL V	15 968 973	TOTAL VI	12 893 198
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 075 776		

Les produits exceptionnels de l'exercice 2023 correspondent principalement aux produits des ventes liés :

- aux cessions de terrain et de bâtiments pour 2 181 K€,
- aux cessions d'immobilisations financières pour 12 948 K€.

Les charges exceptionnelles correspondent aux valeurs nettes comptables de ces immobilisations cédées soit respectivement 644 K€ et 11 245 K.

La part des produits financiers correspondant aux périmètres financés, est remontée en provision réglementées à hauteur de 415 K€.

5.4 Impôts sur les sociétés

En association, l'Adapei du Doubs était soumise à l'impôt société uniquement sur les revenus des placements et sur les revenus des locations immobilières.

Le passage en Fondation en mars 2022 exonère en totalité la structure de l'impôt sur les sociétés à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2022.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Engagements hors bilan

Nantissement

Afin de garantir les remboursements des emprunts, des placements financiers ont été nantis :

Nantissement	Banque	Etablissement	Bénéficiaire	Engagement en K€
Pôle Enfance et Adolescence				6 443
Centre de ressource	CDC	Centre de ressource	Ville de Montbéliard + Agglomération pays Montbéliard	5 679
Centre de ressource	CDC	Centre de ressource	Ville de Montbéliard + Agglomération pays Montbéliard	676
IME Baume les Dames	Caisse d'Epargne	IME	Commune de Baume les Dames	88
Pôle Accompagnement et Habitat				9 155
Agrandissement Foyer	Crédit Mutuel	Foyer Vie	Nantissement compte à terme	30
Agrandissement Foyer	Crédit Mutuel	Foyer hbgt	Nantissement compte à terme	44
Foyer Hébergement	Crédit Mutuel	Foyer hbgt	Département Doubs	915
FHMO Mandeure	Caisse d'Epargne	SHMO	Commune de Mandeure	50
FHMO Mandeure	Caisse d'Epargne	SHMO	Département du Doubs	118
Construction	Crédit Foncier	UPHMY	Nantissement SICAV	380
Foyer Morteau	CDC	Foyer hbgt	Département du Doubs	1 420
Mas Montbéliard	CDC	Mas Montbéliard	Ville de Montbéliard + Agglomération pays Montbéliard	2 352
Les Maisonnées Frasné	CD	C. Agricole	Conseil départemental Doubs	915
Les Maisonnées Frasné	CD	CDC	Conseil départemental Doubs	1 149
Les Maisonnées Amagney	CD	C. Agricole	Communauté agglomération Grd Besançon + Conseil départemental Doubs	554
Les Maisonnées Amagney	CD	CDC	Communauté agglomération Grd Besançon + Conseil départemental Doubs	1 228
Pôles Autres				237
Aménagement 2 studios	Crédit Mutuel	Usag gest immo	Nantissement compte à terme	18
Création 4 studios	Crédit Mutuel	Usag gest immo	Nantissement compte à terme	19
Maison des services	Caisse d'Epargne	SAVS/SESSAD/Ins ertion	Nantissement compte à terme	200
Pôle Travail				533
Extension bâtiment	Crédit Mutuel	Esat com	Nantissement compte à terme	22
UPC centre de ressource	CDC	UPC centre de ressource	Ville de Montbéliard + Agglomération pays Montbéliard	236
UPC centre de ressource	CDC	UPC centre de ressource	Ville de Montbéliard + Agglomération pays Montbéliard	275
TOTAL GENERAL				16 368

Passif social IFC

Par ailleurs, le passif social selon la méthode prospective s'élève à 9 171 567,93 € au 31/12/2023.

Les hypothèses retenues pour le calcul ci-dessus ont été :

- date de calcul de l'engagement : 31/12/2023 ;
- mode de départ à la retraite : départ volontaire ;
- âge de départ à la retraite : 64 ans et 62 ans pour les travailleurs handicapés ;
- taux d'évolution des salaires (inflation comprise) : 1,30 % par an ;
- taux d'actualisation : 3,23 % ;
- turnover moyen et turnover faible pour les travailleurs handicapés ;
- table de mortalité : TF00-02 ;
- taux de charges sociales et fiscales : 51 % et 36% pour les travailleurs handicapés.

A partir de 2020, suite aux dispositions du nouveau règlement comptable des Associations, les indemnités de départ en retraite ne sont plus comptabilisées partiellement en fonds dédiés mais sont identifiées en Report à nouveau :

- Partiellement pour les établissements sous gestion contrôlée pour 2 097 118,97 € ;
- En totalité pour les établissements sous gestion autonome pour 2 196 961,15 €.

Ressources issues de la générosité du public

Les ressources issues de la générosité du public reçues en 2023 sont composées :

- De 28 dons pour un montant de 19 807 €,
- De 2 mécénats d'entreprise pour 1 940 €
- Et d'un legs pour 54 519 €.

Legs

La Fondation Pluriel a bénéficié en 2017 d'un legs consistant en une maison et du terrain situés à Besançon. Propriétaire depuis 2017, la Fondation Pluriel n'aura la jouissance du bien qu'à compter du décès du dernier vivant des donateurs, qui se réservent le droit d'usage et d'habitation leur vie durant.

Partenariat :

La Fondation Pluriel est entrée au Conseil d'administration de l'ARIS, Association Régionale pour l'Intégration Sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap. Son action, destinée à mettre en œuvre des services sur le Doubs et le Territoire de Belfort à destination des personnes, des entreprises et des partenaires afin de favoriser l'inclusion active des personnes en situation de handicap présente en effet des synergies fortes avec celles de la Fondation Pluriel dans ce champ de l'insertion professionnelle en milieu ordinaire.

6.2 Crédit-bail

Au 31/12/2023, la Fondation Pluriel ne détient aucun crédit-bail.

6.3 Suivi de l'affectation des résultats N-1

L'affectation du résultat 2022 a été conforme à la résolution prise au Conseil d'Administration du 28 juin 2023.

6.4 Effectifs au 31/12/2023

Nature des effectifs	Nb de personnes
ADMINISTRATIF	188
CADRES	216
EDUCATIF	784
FMD PROFESSEUR DES ECOLES	10
MEDECINS	8
PARAMEDICAL	193
PRODUCTION	2
SERVICES GENERAUX	684
STAGIAIRES	5
TH EN ESAT	1069
TOTAL	3158

6.5 Honoraires commissaires aux comptes

Les honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal sont de 126 616 €.

6.6 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature en 2023 sont constituées uniquement de bénévolat.

- Nombre d'administrateurs : 9 administrateurs, valorisés à 5 fois le SMIC + 43% de charges sociales.
- Nombre de bénévoles réguliers (en plus des administrateurs) et nombre de bénévoles ponctuels (1 à 5 fois par an) : 80 bénévoles valorisés à 1,2 fois le SMIC + 43 % de charges sociales.

La valorisation des bénévoles et conseillers de sections est comptabilisée dans le compte de résultat dans les comptes de classe 8.

Bénévoles	Nombre de bénévoles	Nombre d'heures	Valorisation estimée
Instance décisionnelle (CA - Bureau et Comex)	9	270	21 770
Actions associatives	80	7 140	138 169
TOTAL	89	7 410	159 939

6.7 Rémunération des trois plus hauts dirigeants bénévoles

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il n'y a pas eu de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles en 2023.